

nous permet pas de poser des questions de cette manière, voici comment je vais m'y prendre.

Je voudrais que le leader du gouvernement réponde aux questions suivantes: Quel montant le gouvernement fédéral consacre-t-il chaque année aux pêches? Quelle est la valeur annuelle globale des prises des pêcheurs canadiens? Combien de fonctionnaires fédéraux sont au service des pêches? Combien d'employés provinciaux travaillent également dans ce domaine? Combien de pêcheurs commerciaux à plein temps et à temps partiel compte le Canada? Combien de personnes travaillent à traiter le poisson?

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je remercie le sénateur Godfrey de m'avoir prévenu de ces questions. Elles vont imposer une tâche considérable aux fonctionnaires du ministère des Pêches qui devront recueillir les données et les transmettre au Sénat. Cependant, ils se sont déjà mis à l'œuvre depuis que le sénateur Godfrey a posé sa question par écrit.

Quant à savoir si les allégations de M. Fisher sont exactes, l'honorable sénateur Godfrey sait sûrement que toute question orale ou écrite ne peut porter sur l'exactitude des articles de journal.

Le sénateur Godfrey: Je me garderai bien de poser une telle question. Je crois d'ailleurs que c'est une de nos règles les plus stupides. Je viens de montrer combien il est facile de la tourner.

L'ÉNERGIE

LE PÉTROLE—LE RALENTISSEMENT DE LA PROSPECTION

L'honorable Martha P. Bielish: Honorables sénateurs, j'ai une question à poser au ministre d'État chargé du Développement économique et régional. Est-il en mesure de confirmer les statistiques publiées par la Canadian Association of Oilwell Drilling contractors, selon lesquelles depuis la présentation du Programme énergétique national, 184 plates-formes de forage qui étaient en exploitation dans l'Ouest ont quitté le pays et n'en sont jamais revenues, à l'exception d'une seule?

L'honorable H. A. Olson (ministre d'État chargé du Développement économique): Honorables sénateurs, je transmettrai la question aux personnes qui possèdent ce genre de renseignements et vérifierai si c'est vrai ou non. Cela dépend bien entendu de la façon dont on compte.

Le sénateur Bielish: J'ai une question supplémentaire. Par la même occasion, l'honorable ministre voudra-t-il également vérifier la rumeur voulant que 107 plates-formes d'entretien aient quitté le pays? Si c'est vrai, nous savons tous ce que cela signifie pour notre économie.

Le sénateur Olson: Je le vérifierai également.

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

L'EXPÉRIMENTATION D'ARMES AMÉRICAINES AU CANADA

L'honorable Stanley Haidasz: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question au leader du gouvernement. Pourrait-il nous dire s'il est exact que le gouvernement examine actuellement une demande du ministère américain de la Défense qui voudrait expérimenter des armes américaines en territoire canadien?

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je prends note de la question.

Le sénateur Haidasz: J'aurais une question supplémentaire à poser. Le ministre pourrait-il par la même occasion s'enquérir du rôle que notre pays va jouer dans l'expérimentation de ces armes? Pourrait-il également chercher à savoir combien ces essais coûteront au Canada?

LES TRANSPORTS

LE SERVICE DE TRAVERSIER ENTRE TERRE-NEUVE ET LE CONTINENT—LES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX COMPAGNIES PRIVÉES

L'honorable Raymond J. Perrault (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, j'ai une réponse différée à la question que le sénateur Muir m'a posée le 3 mars dernier au sujet des subventions accordées aux compagnies privées assurant le service de traversier entre Terre-Neuve et le continent.

Le ministre des Transports a décidé de ne plus verser de subventions à la société Newfoundland Steamships Limited, qui était la seule compagnie privée subventionnée assurant le transport par mer de marchandises à destination de Terre-Neuve. Cette décision entre en vigueur le 1^{er} avril. Après cette date, CN Marine Inc. sera la seule société assurant le transport de marchandises entre le continent et Terre-Neuve, par le port de North Sydney, à recevoir des subventions.

A titre d'information, j'aimerais joindre à ma réponse le communiqué de presse du ministère des Transports à ce sujet. Nous pourrions peut-être le verser au procès-verbal?

Son Honneur le Président: Les honorables sénateurs sont-ils d'accord?

Des voix: D'accord.

(Le texte du communiqué de presse suit:)

Le ministre des Transports, M. Jean-Luc Pepin, a annoncé aujourd'hui qu'il allait résilier le contrat qui prévoyait le versement de subventions à la société Newfoundland Steamships Limited qui assure la liaison maritime directe entre Montréal et la province de Terre-Neuve.

C'est en avril 1973 que la société et la Commission canadienne des transports ont signé un contrat de financement de 13 ans pour assurer un service de transport maritime en plus du service rail-route reliant North Sydney et Port-aux-Basques, à Terre-Neuve.

Les dispositions de résiliation du contrat de financement qui devait expirer le 31 mars 1986 prévoient le versement d'une somme globale de 3.4 millions en 1981-1982 et de 2.5 millions en 1982-1983.

Le service de transport direct entre Montréal et Terre-Neuve sera maintenu. Il sera assuré par deux transporteurs maritimes privés ne bénéficiant pas de subventions: Newfoundland Steamships Limited et Atlantic Freight Lines Limited.

Les négociations en vue de la résiliation du contrat ont commencé en 1981. Le gouvernement ne versera plus de subventions à compter du 1^{er} avril de cette année.